



La guerre en Libye, le pouvoir américain et le déclin du système des pétrodollars

Par [Prof Peter Dale Scott](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2011

1 mai 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Pétrole, Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

La campagne actuellement menée par l'OTAN contre Kadhafi en Libye a suscité beaucoup de confusion, autant chez ceux qui ont lancé cette campagne inefficace que chez ceux qui l'observent. Beaucoup de personnes pour lesquelles j'ai habituellement du respect la conçoivent comme une guerre nécessaire contre un « méchant » - bien que certains aient choisi de voir en Kadhafi le « méchant » tandis que d'autres désignent ainsi Obama.

Au contraire, mon avis sur cette guerre est qu'elle est mal préparée et dangereuse - représentant une menace pour les intérêts des Libyens, des Américains, du Moyen-Orient et potentiellement du monde entier. Derrière la prétendue inquiétude concernant la sécurité des civils libyens réside une préoccupation plus profonde qui est à peine reconnue : la défense par l'Occident de l'économie globale des pétrodollars aujourd'hui en déclin.

La confusion qui règne à Washington, incarnée par l'absence de discussion sur un objectif stratégique prépondérant pour justifier l'implication des Etats-Unis dans ce conflit, est symptomatique du fait que le Siècle américain touche à sa fin, et ce d'une manière autant prévisible à long terme qu'erratique et hors de contrôle dans son déroulement.

Confusion à Washington et à l'OTAN

Concernant le soulèvement de la Libye, les opinions à Washington varient entre celles de John McCain - qui aurait exhorté l'OTAN à apporter « tous les moyens disponibles d'assistance, excepté des troupes au sol », afin de renverser Kadhafi¹ - et celles du député Républicain au Congrès Mike Rogers, qui a exprimé une grande préoccupation, y compris sur toute livraison d'armes à un groupe de combattants que l'on connaît peu.²

Nous avons pu observer la même confusion à travers le Moyen-Orient. En Egypte, une coalition d'éléments non-gouvernementaux a contribué à préparer la révolution non-violente dans ce pays, tandis que l'ancien ambassadeur des Etats-Unis Frank Wisner Jr. s'est rendu en Egypte afin de persuader Mubarak de s'accrocher au pouvoir. Pendant ce temps, dans des pays qui étaient d'un intérêt majeur pour les Etats-Unis comme la Jordanie et le Yémen, il est difficile de discerner une quelconque politique américaine cohérente.

Au sein de l'OTAN également, il règne une certaine confusion qui menace occasionnellement d'éclater en conflit ouvert. Des 28 membres composant l'OTAN,

seulement 14 sont impliqués dans la campagne libyenne, dont seulement 6 dans la guerre aérienne. Parmi ces derniers, seulement trois pays – les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France – offrent un appui tactique aérien aux rebelles combattant au sol. Lorsque de nombreux pays membres de l’OTAN gelèrent les comptes en banque de Kadhafi et de ses proches soutiens, les Etats-Unis, par un acte suspect et peu exposé dans la presse, ont gelé l’intégralité des 30 milliards de dollars de fonds du gouvernement libyen auxquels ils avaient accès (voir plus bas pour de plus amples détails sur ce sujet). L’Allemagne, nation la plus puissante de l’OTAN après les Etats-Unis, s’est abstenue lors du vote de la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; et son ministre des affaires étrangères, Guido Westerwelle, a depuis déclaré : « Nous ne verrons pas de solution militaire, mais une solution politique. »³

Un tel chaos aurait été impensable durant la période culminante de l’hégémonie des Etats-Unis. Obama semble paralysé entre son objectif déclaré – l’exclusion de Kadhafi du pouvoir – et les moyens dont il dispose, au vu de l’engagement couteux des Etats-Unis dans deux guerres, et du fait de ses priorités de politique intérieure.

Afin de comprendre la confusion des Etats-Unis et de l’OTAN au sujet de la Libye, nous devons observer d’autres phénomènes :

- L’alerte lancée par Standard & Poor’s concernant l’imminence d’un abaissement de la notation des Etats-Unis.
- La hausse sans précédent du prix de l’or au dessus du seuil des 1500 dollars l’once.
- Le blocage politique aux Etats-Unis au sujet des déficits de l’Etat fédéral et des Etats fédérés, et comment agir dans cette situation.



En pleine remise en question libyenne de ce qu'il reste de l'hégémonie américaine, et en partie comme conséquence directe de la stratégie confuse des Etats-Unis en Libye, le baril de pétrole a atteint les 112 dollars. Cette hausse de prix menace de ralentir ou même de renverser la reprise économique chancelante des Etats-Unis, et démontre en quoi - parmi de nombreuses autres raisons - la guerre en Libye n'est pas en train de servir les intérêts nationaux des Etats-Unis.

Depuis le début, la confusion au sujet de la Libye a été évidente à Washington, particulièrement depuis que la secrétaire d'Etat Clinton a défendu une politique de non-survol, que le Président Obama a déclaré ne vouloir envisager qu'en option, et contre laquelle le secrétaire à la Défense Gates a lancé des mises en garde.⁴ Il en a résulté une série de mesures temporaires, au cours desquelles Obama a justifié une réponse américaine limitée en désignant les implications astreignantes des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan.

Pourtant, malgré un enlèvement s'installant au sein-même de la Libye, une série de nouvelles escalades graduelles ont été envisagées, de la fourniture aux rebelles d'armes, de fonds et de conseillers jusqu'à l'introduction de mercenaires, voire même de troupes étrangères. Le scénario américain commence de plus en plus à ressembler à celui du Vietnam, où la guerre a aussi débuté sur une échelle modeste avec l'introduction secrète d'opérateurs puis de conseillers militaires.

Je dois avouer que le 17 mars, j'étais moi-même hésitant concernant la résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui établissait ostensiblement en Libye une zone de non-survol destinée à la protection des civils. Mais depuis lors, il est apparu que la menace contre les rebelles incarnée par les troupes et la rhétorique de Kadhafi était bien moindre

qu'elle n'était alors perçue. Pour citer le professeur Alan J. Kuperman :

« [...] Le Président Barack Obama a grossièrement exagéré la menace humanitaire afin de justifier une action militaire en Libye. Le Président a avancé qu'une intervention était nécessaire afin d'éviter un 'bain de sang' à Benghazi, seconde ville de Libye et bastion des rebelles. Mais Human Rights Watch a publié des données concernant Misrata, troisième ville la plus peuplée de Libye qui a été le théâtre de combats prolongés. [Ces données] révèlent que Mouammar Kadhafi n'est pas en train de massacrer délibérément des civils mais plutôt qu'il cible étroitement les rebelles armés qui combattent contre son gouvernement. La population de Misrata est d'environ 400 000 habitants. En presque deux mois de guerre, seulement 257 personnes – incluant des combattants – sont morts là-bas. Parmi les 949 blessés, seulement 22 – soit moins de 3 % – sont des femmes. [...] De même que Kadhafi n'a jamais proféré la menace d'un massacre de civils à Benghazi, tel qu'Obama l'a prétendu. La mise en garde 'sans pitié' du 17 mars ciblait seulement les rebelles, comme il a été rapporté dans le *New York Times*, qui nota que le dirigeant de la Libye promît l'amnistie à ceux « qui jetteraient leurs armes ». Kadhafi a même offert aux rebelles une voie de détresse et une frontière ouverte avec l'Égypte pour éviter un combat 'à l'issue amère'. »⁵

L'histoire des interventions toujours en cours des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan suggère que nous devrions nous attendre à un lourd bilan humain si l'actuel enlèvement en Libye perdure ou donne lieu à des escalades supplémentaires.

Le rôle des intérêts pétroliers et financiers dans cette guerre

Dans [American War Machine](#), j'écris comment :

« A travers une dialectique apparemment inévitable, [...] la prospérité dans les Etats importants a encouragé l'expansion, et celle-ci a créé au sein des Etats dominants des disparités de revenus grandissantes.⁶ Dans ce processus, l'Etat dominant lui-même a été altéré, puisque ses services publics furent progressivement appauvris dans le but de renforcer des arrangements sécuritaires bénéficiant à peu de personnes tout en opprimant la majorité.⁷

Ainsi, pendant de nombreuses années, les affaires étrangères de l'Angleterre en Asie en sont arrivées à être conduites en grande partie par la Compagnie anglaise des Indes orientales [...]. D'une façon similaire, l'entreprise américaine Aramco, représentant un consortium composé des majors pétrolières Esso, Mobil, Socal et Texaco, conduisit sa propre politique étrangère en Arabie, disposant de connexions privées avec la CIA et le FBI.⁸ [...]

De cette manière, la Grande Bretagne et les Etats-Unis ont hérité de politiques qui, lorsqu'elles furent adoptées par les Etats métropolitains, devinrent inamicales à l'ordre public et à la sécurité. »⁹

Dans les derniers stades du pouvoir hégémonique, l'on observe de plus en plus d'interventions brutes menées pour des intérêts restreints, sabordant les efforts antérieurs aspirant à la création d'institutions internationales stables. Prenons en considération le rôle du raid Jameson – qui résultait d'une conspiration – dans la République sud-africaine des Boers à la fin de l'année 1895. Ce raid, conçu pour favoriser les intérêts de Cecil Rhodes,

contribua à engendrer la Seconde Guerre des Boers.¹⁰ Ou envisageons la conspiration franco-anglaise avec Israël en 1956, fomentée dans une tentative absurde et vaine de garder le contrôle du Canal de Suez.

A présent considérons les efforts de lobbying des majors pétrolières comme étant des facteurs de l'entrée en guerre des Etats-Unis au Vietnam (1961), en Afghanistan (2001) et en Irak (2003).¹¹ Bien que le rôle des compagnies pétrolières dans l'implication des Etats-Unis en Libye reste obscure, il est quasiment certain que les réunions de la Commission d'études énergétiques de Dick Cheney ne traitaient pas seulement des réserves pétrolières sous-exploitées de l'Irak, mais également de celles de la Libye – estimées à environ 41 milliards de barils, soit environ un tiers des réserves de l'Irak.¹²

Ensuite, certains à Washington s'attendaient à ce qu'une rapide victoire en Irak soit suivie par des attaques similaires contre la Libye et l'Iran. Il y a quatre ans, le général Wesley Clarke a déclaré à Amy Goodman sur *Democracy Now* que peu après le 11-Septembre, un général au Pentagone l'informa que de nombreux pays seraient attaqués par l'armée des Etats-Unis. La liste incluait l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et l'Iran.¹³ En mai 2003 John Gibson, directeur général de la division Services énergétiques de l'entreprise Halliburton, déclara dans un entretien avec *l'International Oil Daily* : « Nous espérons que l'Irak sera le premier domino et que la Libye et l'Iran suivront. Nous n'aimons pas être mis à l'écart des marchés car cela donne à nos concurrents un avantage déloyal. »¹⁴

Il est également de notoriété publique que la résolution 1973 de l'ONU imposant le 17 mars une zone de non-survol suivait de peu la menace publique proférée par Kadhafi le 2 mars d'exclure les compagnies pétrolières occidentales de Libye ; de même qu'elle suivait son invitation faite le 14 mars aux firmes russes, chinoises et indiennes à produire le pétrole libyen à leur place.¹⁵ De façon significative, la Chine, la Russie et l'Inde (rejoints par le Brésil, leur allié parmi les BRICS) se sont abstenus durant le vote de la Résolution 1973.

La question du pétrole est étroitement liée à celle du dollar, car le statut du dollar comme monnaie de réserve mondiale dépend largement de la décision de l'OPEP de libeller les achats du pétrole de l'OPEP en dollars. L'économie actuelle des pétrodollars se fonde sur deux accords secrets passés durant les années 1970 avec les Saoudiens pour recycler les pétrodollars dans l'économie des Etats-Unis. Le premier de ces accords assurait une participation spéciale et durable de l'Arabie saoudite dans la santé du dollar U.S. ; le second sécurisait un soutien saoudien continu pour la tarification de l'intégralité du pétrole de l'OPEP en dollars. Ces deux accords garantissaient que l'économie des Etats-Unis ne serait pas affaiblie par les hausses de prix du pétrole de l'OPEP. Depuis lors, le plus lourd fardeau a en fait été porté par les économies des pays les moins développés, qui doivent acheter des dollars pour leurs fournitures en pétrole.¹⁶

Comme Ellen Brown l'a relevé, d'abord l'Irak et ensuite la Libye ont décidé de défier le système des pétrodollars et de stopper leurs ventes de pétrole en dollars, peu avant que ces deux pays ne soient attaqués :

« Kenneth Schortgen Jr., écrivant pour *Examiner.com*, remarqua que '[s]ix mois avant l'entrée des Etats-Unis en Irak pour faire chuter Saddam Hussein, cette nation pétrolière avait entrepris la démarche d'accepter les euros au lieu des dollars pour son pétrole, et cela devint une menace pour l'hégémonie globale du dollar en tant que monnaie de réserve, et pour sa domination en tant que pétrodollar'.

Selon un article russe intitulé 'Bombardement de la Libye - La punition de Kadhafi pour sa tentative de refuser le dollar U.S.', Kadhafi a entrepris une même démarche audacieuse : il initia un mouvement destiné à refuser le dollar et l'euro, et appela les nations arabes et africaines à utiliser à la place une nouvelle monnaie, le dinar or. Kadhafi suggéra d'établir un continent africain uni, avec ses 200 millions de personnes utilisant cette monnaie commune... Cette initiative était perçue négativement par les Etats-Unis et l'Union européenne, le Président français Nicolas Sarkozy qualifiant la Libye de menace pour la sécurité financière de l'humanité ; mais Kadhafi continua d'appuyer la création d'une Afrique unie.

Et cela nous ramène à l'énigme de la banque centrale libyenne. Dans un article posté sur *Market Oracle*, Eric Encina observa :

'Un fait très rarement mentionné par les politiciens occidentaux et les experts médiatiques : la Banque Centrale de Libye est à 100% détenue par l'Etat [...] Actuellement, le gouvernement libyen fabrique sa propre monnaie, le dinar libyen, grâce aux installations de sa propre banque centrale. Peu de personnes peuvent remettre en question le fait que la Libye soit une nation souveraine avec de vastes ressources, capable d'alimenter son propre destin économique. Un problème majeur pour les cartels bancaires globalistes est que, pour faire des affaires avec la Libye, ils doivent passer par la Banque Centrale libyenne et par sa propre monnaie, un endroit où ils n'ont absolument aucun ascendant ou aucune capacité d'influence. Par conséquent, faire chuter la Banque Centrale de Libye (BCL) peut ne pas apparaître dans les discours d'Obama, de Cameron et de Sarkozy, mais cet objectif est certainement au sommet de l'ordre du jour globaliste consistant à absorber la Libye dans sa ruche de nations dociles.' 17

La Libye n'a pas seulement du pétrole. Selon le FMI, sa banque centrale renferme environ 144 tonnes d'or dans ses coffres. Avec une telle réserve d'actifs, qui aurait besoin de la BRI [Banque des Règlements Internationaux], du FMI ou de leurs règles ? » 18

La proposition récente de Kadhafi d'introduire un dinar or pour l'Afrique ravive l'idée d'un dinar or islamique émise en 2003 par le Premier Ministre malaysien Mahathir Mohamad, ainsi que par des mouvements islamistes.¹⁹ Cette idée, qui contrevient aux règles du FMI et qui est conçue pour les contourner, a eu du mal à être concrétisée. Mais aujourd'hui, les pays stockant de plus en plus d'or plutôt que des dollars n'incluent pas seulement la Libye et l'Iran, mais également la Chine, la Russie et l'Inde.²⁰

L'intérêt de la France à mettre un terme aux initiatives africaines de Kadhafi

L'initiative des frappes aériennes semble être venue initialement de France, avec un soutien précoce de la Grande Bretagne. Si Kadhafi était parvenu à créer une Union africaine soutenue par la monnaie et les réserves d'or de la Libye, la France, qui reste le pouvoir économique prédominant dans la plupart de ses anciennes colonies centre-africaines, aurait été la grande perdante. D'ailleurs, un rapport de Dennis Kucinich aux Etats-Unis a corroboré l'assertion de Franco Bechis en Italie, transmise par le *Réseau Voltaire* en France, selon laquelle « des plans pour déclencher la rébellion de Benghazi furent initiés par les services de renseignement français en novembre 2010. »²¹

Si l'idée d'attaquer la Libye provient de la France, Obama a rapidement soutenu les plans français visant à contrecarrer l'initiative africaine de Kadhafi avec sa déclaration unilatérale d'une urgence nationale, nécessaire pour geler l'intégralité des 30 milliards de dollars de la

Banque de Libye auxquels les Etats-Unis avaient accès. (Cette opération fut rapportée de manière trompeuse dans la presse U.S. comme étant un gel des fonds du « Colonel Kadhafi, de ses enfants et de sa famille, ainsi que des membres importants du gouvernement libyen »²² Mais en réalité la seconde section du décret d'Obama visait explicitement « Toutes les propriétés et intérêts [...] du Gouvernement de Libye, ses agences, ses représentants et ses entités sous son contrôle, ainsi que la Banque Centrale de Libye. »²³) Alors que ces dernières années les Etats-Unis ont activement utilisé des armes financières, cette confiscation de 30 milliards de dollars, « la plus importante somme gelée par une sanction ordonnée par les Etats-Unis », avait un précédent : la confiscation -potentiellement illégale, et résultante certaine d'une conspiration - des actifs iraniens en 1979 au nom de la Chase Manhattan Bank alors menacée.²⁴

Les conséquences, pour l'Afrique autant que pour la Libye, de ce gel de 30 milliards de dollars ont été clairement expliquées par une observatrice africaine :

« Les 30 milliards de dollars U.S. gelés par M. Obama appartiennent à la Banque Centrale de Libye et ont été affectés en tant que contribution libyenne à trois projets clés qui auraient ajouté les touches finales à la fédération africaine - la Banque Africaine d'Investissement à Syrte en Libye ; l'établissement en 2011 du Fond Monétaire Africain qui devait être basé à Yaoundé avec un fonds de capitaux de 42 milliards de dollars ; enfin la Banque Centrale Africaine située à Abuja au Nigéria, qui lorsqu'elle commencera à imprimer de l'argent africain sonnera le glas du franc CFA grâce auquel Paris a réussi à maintenir son emprise sur certains pays africains durant ces cinquante dernières années. Il est aisé de comprendre la colère de la France contre Kadhafi. »²⁵

Cette même observatrice énonce les raisons qui la portent à croire que les plans de Kadhafi pour l'Afrique ont été plus bienveillants que ceux de l'Occident :

« Ceci débuta en 1992, lorsque 45 nations africaines établirent la RASCOM (Organisation Régionale Africaine de Communications par Satellite) qui aurait ainsi fourni à l'Afrique son propre satellite et aurait réduit les coûts des communications dans le continent. C'était à une époque où les appels téléphoniques vers et depuis l'Afrique étaient les plus chers du monde à cause de la redevance de 500 millions de dollars U.S. empochée par l'Europe pour l'utilisation de ses satellites - comme Intelsat - pour les conversations téléphoniques, incluant celles au sein d'un même pays.

Un satellite africain coûtait seulement un paiement unique de 400 millions de dollars U.S., et ainsi le continent n'aurait plus à payer une location de 500 millions de dollars annuels. Quel banquier n'aurait-il pas financé un tel projet ? Mais le problème demeurait - comment des esclaves, cherchant à s'émanciper de l'exploitation de leurs maîtres, peuvent-ils demander de l'aide à ces derniers pour obtenir cette liberté ? Sans surprises, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, les Etats-Unis et l'Europe ont seulement fait de vagues promesses durant 14 ans. Kadhafi mit fin à ces futiles appels aux 'bienfaiteurs' occidentaux et leurs taux d'intérêts exorbitants. Le Guide libyen mit 300 millions de dollars U.S. sur la table ; la Banque Africaine de Développement ajouta 50 millions de dollars de plus et la Banque de Développement de l'Afrique de l'Ouest 27 millions supplémentaires - et c'est de cette manière que l'Afrique obtint son premier satellite de communications le 26 décembre 2007. »²⁶

Je ne suis pas en position de corroborer l'ensemble de ses assertions. Néanmoins, pour ces raisons et pour bien d'autres encore, je suis persuadé que les actions occidentales en Libye

ont été conçues pour contrecarrer les plans de Kadhafi aspirant à instaurer une Afrique véritablement postcoloniale, et pas seulement ses actions contre les rebelles à Benghazi.

Conclusion

Je dois conclure de toute cette confusion et de ces déformations que les Etats-Unis sont en train de perdre leur capacité d'imposer et de maintenir la paix, aussi bien lorsqu'ils agissent seuls qu'avec leurs alliés nominaux. Je proposerais, si ce n'est au moins pour stabiliser et abaisser les prix du pétrole, qu'il est dans les meilleurs intérêts des Etats-Unis de se joindre à Ban Ki-Moon et au Pape pour appuyer un cessez-le-feu immédiat en Libye. Négocier un cessez-le-feu induira certainement des problèmes, mais l'alternative probable à mettre fin à ce conflit est le cauchemar de le voir inexorablement s'aggraver. Les Etats-Unis sont déjà arrivés à cette situation, avec des conséquences tragiques. Nous ne voulons pas subir des pertes similaires au nom du système injuste des pétrodollars, dont les jours pourraient d'ailleurs être comptés.

Ce qui est en jeu n'est pas seulement la relation des Etats-Unis avec la Libye, mais également avec la Chine. L'ensemble de l'Afrique est un espace où l'occident autant que les pays des BRIC investiront. Il est attendu qu'à elle seule, la Chine assoiffée de ressources investira annuellement 50 milliards de dollars en 2015, une somme (financée par le déficit commercial des Etats-Unis avec la Chine) que l'occident ne peut pas dépenser.²⁷ La coexistence pacifique de l'Est et de l'Ouest dépendra de la capacité occidentale à accepter une diminution graduelle de son influence là-bas, sans avoir recours à des stratagèmes fourbes (comparables au stratagème franco-anglais à Suez en 1956) visant à maintenir cette influence.

Dans le passé, les transitions d'hégémonie globale ont été marquées par des guerres, par des révolutions, ou par les deux en même temps. La prévalence, à l'issue de deux guerres mondiales, de l'hégémonie américaine sur l'hégémonie britannique constitua une transition entre deux pouvoirs qui étaient essentiellement alliés et culturellement proches. Le monde entier a un immense intérêt à s'assurer que la transition difficile vers un ordre dans lequel les Etats-Unis ne sont plus hégémoniques sera réalisée aussi pacifiquement que possible.

Article original : [The Libyan War, American Power and the Decline of the Petrodollar System](#), publié le 29 avril 2011.

Traduction : Maxime Chaix

Notes de l'auteur

1 « McCain calls for stronger NATO campaign », *monstersandcritics.com*, 22 avril 2011, [lien](#).

2 [Ed Hornick](#), « Arming Libyan Rebels: Should U.S. Do It? » CNN, 31 mars 2011.

3 « Countries Agree to Try to Transfer Some of Qaddafi's Assets to Libyan Rebels », *New York Times*, 13 avril 2011, [lien](#).

4 « President Obama Wants Options as Pentagon Issues Warnings About Libyan No-Fly Zone », ABC News, 3 mars 2011, [lien](#). Auparavant, le 25 février, Gates mit en garde sur le fait que les Etats-Unis devraient éviter de s'engager dans d'autres guerres au sol comme celles

combattues en Irak et en Afghanistan, [et] qu'ils ne devraient pas oublier les difficiles leçons apprises de ces conflits :

« Selon moi, chaque futur secrétaire à la Défense qui conseillera au Président d'envoyer une nouvelle fois une grosse armée américaine au sol en Asie ou au Moyen-Orient ou en Afrique devra 'passer un examen de la tête', comme le général MacArthur l'avait dit si délicatement » (*Los Angeles Times*, 25 février 2011, [lien](#)).

5 [Alan J. Kuperman](#), « False Pretense for War in Libya? » *Boston Globe*, 14 avril 2011.

6 La disparité de revenus aux Etats-Unis, mesurée par son coefficient de Gini, est à présent parmi les plus importantes du monde avec le Brésil, le Mexique et la Chine. Voir Kevin Phillips, *Wealth and Democracy*, pp. 38, 103 ; Greg Palast, *Armed Madhouse* (New York : Dutton, 2006), p. 159.

7 C'est le sujet de mon livre [La Route vers le Nouveau Désordre Mondial](#), pp. 4-9.

8 Anthony Cave Brown, *Oil, God, and Gold* (Boston : Houghton Mifflin, 1999), p. 213.

9 Peter Dale Scott, [American War Machine: Deep Politics, the CIA Global Drug Connection, and the Road to Afghanistan](#) [Rowman & Littlefield, 2010], p. 32. On pourrait également citer l'expérience de la Troisième République française et la Banque de l'Indochine ou les Pays Bas et la Compagnie néerlandaise des Indes orientales.

10 Elizabeth Longford, *Jameson's Raid: The Prelude to the Boer War* (Londres : Weidenfeld and Nicolson, 1982) ; *The Jameson Raid: a centennial retrospective* (Houghton, Afrique du Sud : Brenthurst Press, 1996).

11 Les documents de [Wikileaks](#) d'octobre et de novembre 2002 révèlent que Washington nouait des accords avec les compagnies pétrolières avant l'invasion de l'Irak, et que le fait pour le gouvernement britannique d'exercer du lobbying au nom de BP était inclus dans ces accords ([Paul Bignell](#), « Secret memos expose link between oil firms and invasion of Iraq » *Independent* (Londres), 19 avril 2011, repris par *ReOpen911*).

12 [Reuters](#), 23 mars 2011.

13 [Saman Mohammadi](#), « The Humanitarian Empire May Strike Syria Next, Followed By Lebanon And Iran », *OpEdNews.com*, 31 mars 2011.

14 « Halliburton Eager for Work Across the Mideast » *International Oil Daily*, 7 mai 2003.

15 « Gaddafi offers Libyan oil production to India, Russia, China » Agence France-Presse, 14 mars 2011, [lien](#).

16 Peter Dale Scott, « Bush's Deep Reasons for War on Iraq: Oil, Petrodollars, and the OPEC Euro Question » ; Peter Dale Scott, [Drugs, Oil, and War](#) (Lanham, MD : Rowman & Littlefield, 2003), pp. 41-42 : « De ces développements ont émergé des phénomènes jumeaux, sous-tendant le 11-Septembre, d'un unilatéralisme U.S. triomphaliste d'un côté, et d'un endettement global du tiers monde de l'autre. Les accords secrets augmentèrent l'interdépendance entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite au détriment de la courtoisie internationale qui avait été la base de la prospérité des Etats-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale ». Voir Peter Dale Scott, [La Route vers le Nouveau Désordre Mondial](#), (Paris :

Editions Demi-Lune, 2010), p. 37.

17 « Globalists Target 100% State Owned Central Bank of Libya », [lien](#).

18 Ellen Brown, « Libya: All About Oil, or All About Banking », *Reader Supported News*, 15 avril 2011.

19 Peter Dale Scott, « Bush's Deep Reasons for War on Iraq: Oil, Petrodollars, and the OPEC Euro Question » ; citant « Islamic Gold Dinar Will Minimize Dependency on US Dollar », *Malaysian Times*, 19 avril 2003.

20 « Gold key to financing Gaddafi struggle », *Financial Times*, 21 mars 2011, [lien](#).

21 [Franco Bechis](#), « La France préparait depuis novembre le renversement de Kadhafi », *Réseau Voltaire*, 25 mars 2011. Cf. le député au Congrès des États-Unis Dennis J. Kucinich, « November 2010 War Games: 'Southern Mistral' Air Attack against Dictatorship in a Fictitious Country called 'Southland' », *Global Research*, 15 avril 2011, [lien](#) ; *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19 mars 2011.

22 *New York Times*, 27 février 2011.

23 Ordre Exécutif du 25 février 2011, citant la loi [International Emergency Economic Powers Act \(50 U.S.C. 1701 et suiv.\) IEEPA](#), la loi [National Emergencies Act \(50 U.S.C. 1701 et suiv.\) \(NEA\)](#), et la section 301, titre 3, *United States Code*, qui permet de saisir l'ensemble des biens du Gouvernement libyen, 25 février 2011, [lien](#). L'autorité conférée au Président par l'*International Emergency Economic Powers Act* « peut seulement être exercée dans le but de gérer une menace inhabituelle et extraordinaire au sujet de laquelle une urgence nationale a été déclarée dans les objectifs du présent chapitre et ne peut être exercée pour d'autres motifs. » (50 U.S.C. 1701).

24 « Billions Of Libyan Assets Frozen », *Tropic Post*, 8 mars 2011, [lien](#) ; Peter Dale Scott, [La Route vers le Nouveau Désordre Mondial](#), (Paris : Editions Demi-Lune, 2010), pp. 123-137 (le gel des avoirs iraniens).

25 « Letter from an African Woman, Not Libyan, On Qaddafi Contribution to Continent-wide African Progress, Oggetto: ASSOCIAZIONE CASA AFRICA LA LIBIA DI GHEDDAFI HA OFFERTO A TUTTA L'AFRICA LA PRIMA RIVOLUZIONE DEI TEMPI MODERNI », *Vermont Commons*, 21 avril 2011, [lien](#). Cf. Manlio Dinucci, « Financial Heist of the Century: Confiscating Libya's Sovereign Wealth Funds (SWF) », *Global Research*, 24 avril 2011, [lien](#).

26 Ibid. Cf. « The Inauguration of the African Satellite Control Center », *Libya Times*, 28 septembre 2009, [lien](#) ; [Jean-Paul Pougala](#), « The lies behind the West's war on Libya » *Pambazuka.org*, 14 avril 2011.

27 Leslie Hook, « China's future in Africa, after Libya », *blogs.ft.com*, 4 mars 2011 (50 milliards de dollars). En 2010, le déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de la Chine était de 273 milliards de dollars.

Peter Dale Scott est docteur en sciences politiques, professeur émérite de Littérature anglaise à l'Université de Californie (Berkeley) et ancien diplomate canadien. [The Road to 9/11](#) est son unique livre traduit en français, récemment publié aux Editions Demi-Lune sous le titre [La Route vers le Nouveau Désordre Mondial, 50 ans d'ambitions secrètes des États-](#)

[Unis](#). Cet ouvrage a fait l'objet d'une [recension élogieuse](#) de la part du général d'armée aérienne (5 étoiles) [Bernard Norlain](#) dans la prestigieuse [Revue Défense Nationale](#) de mars 2011.



[American War Machine : Deep Politics, the CIA Global Drug Connection, and the Road to Afghanistan](#) est le dernier livre de Peter Dale Scott, récemment publié en anglais chez Rowman & Littlefield. On compte notamment parmi ses ouvrages précédents [Drugs Oil and War](#) et [The War Conspiracy: JFK, 9/11, and the Deep Politics of War](#). Son site web, qui contient nombre de ses écrits, est <http://www.peterdalescott.net>.

Citation recommandée : Peter Dale Scott, « The Libyan War, American Power and the Decline of the Petrodollar System », *The Asia-Pacific Journal* Vol. 9, Issue 18 No. 2, 2 mai 2011.

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca)
Copyright © [Prof Peter Dale Scott](#), [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca), 2011

Articles Par : [Prof Peter Dale Scott](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca